

AGRICULTURES DURABLES ET SÉCURITÉS ALIMENTAIRES

Christophe BEAU*

Les agricultures d'aujourd'hui sont pour la plupart des agricultures dites « modernes ». Elles sont toutes ou presque héritières de la révolution néolithique (passage de la cueillette à la culture) mais elles partagent également des bouleversements plus récents : révolution fourragère (en Europe), révolution verte (au Sud)... et révolution industrielle, pour la plupart (mécanisation, intrants chimiques...). Elles recèlent de grandes réussites techniques et économiques. Les capacités à nourrir globalement la planète tout en opérant un formidable transfert de main-d'œuvre de l'agriculture vers d'autres secteurs productifs est une « réussite ». Éphémère néanmoins, car elle s'est vite traduite par des déséquilibres croissants, aujourd'hui dramatiques : déséquilibres alimentaires, économiques, sociaux, écologiques. Les situations de famine, même temporaires, persistent au Sud et globalement, au Nord, la malnutrition domine. Un constat s'impose, les solutions techniques et économiques seules ne suffisent pas à rétablir les équilibres.

I. LE CONSTAT

Selon les estimations nuancées de J. Klatzmann 3,5 à 4 milliards d'individus souffrent d'une alimentation insuffisante ou inadéquate : situation de famine, sous alimentation, alimentation à valeur énergétique suffisante mais mal équilibrée (Brésil, Inde, Mexique...) ou, encore, malnutrition chronique dans des pays riches à l'alimentation excessive et déséquilibrée, coûteuse en matière de santé.

Seul un petit milliard d'êtres humains sont en situation alimentaire globalement satisfaisante. Il s'agirait d'une grande partie des populations méditerranéennes (!). Le régime alimentaire japonais est lui aussi considéré comme équilibré et raisonné.

Quatre conclusions découlent de ce bilan :

- L'autosuffisance alimentaire nationale ou régionale ne signifie ni alimentation convenable... ni convenablement répartie. C'est le bilan en demi-teinte des révolutions vertes en Inde, au Mexique, ou ailleurs.

In « Nourrir l'humanité : espoirs et inquiétudes », Ed INRA-Economica, 1991, 128p

*Geyser
30260 Corconne

- Le problème de malnutrition est affaire d'inégalité dans les répartitions, et notamment de politiques protectionnistes au Nord.

- De nombreux pays pauvres, s'appauvrissent du point de vue alimentaire, en particulier l'Afrique, ou certaines régions en situation chronique de conflits (Proche-Orient).

- Pourtant globalement, la situation alimentaire est plus favorable qu'aurait pu le laisser entendre les prévisions alarmistes des années 70. En bref, cela signifie que le développement de la production agricole mondiale a été suffisamment soutenu ces dernières décennies (voir même en surproduction) pour nourrir une population croissante.

Comment, dès lors, réinventer des agrosystèmes plus équilibrés ? C'est-à-dire de véritables agro-écosystèmes efficaces capables de « nourrir le Monde » et qui garantissent, dans la diversité des contextes, les équilibres écologiques et les équilibres socio-économiques ?

A. Agro-écosystèmes (AES) traditionnels : qu'en reste-t-il ?

Nous pouvons estimer que sous l'effet des contraintes économiques mondiales, il ne reste plus grand chose des agricultures traditionnelles équilibrées, si ce n'est des « reliques » dans les pays du nord et des zones « oubliées » plus vastes dans les pays du Sud (zones arides, forêts tropicales...). Ce sont des résistances passives. On peut les classer ainsi :

AES peu cultivés, systèmes agroforestiers,

AES cultivés, systèmes jachères.

Châtaigneraies cévenoles. Chênaies corses.

Céréaliculture extensive méditerranéenne (jachère pâturée).

Abattis-brûlis des zones intertropicales (rotation longue et équilibrée).

Jardins oasisiens...

B. Agro-systèmes d'aujourd'hui ; limites écologiques et sociales

Les systèmes agricoles d'aujourd'hui résultent le plus souvent d'une intensification de systèmes anciens (l'agriculture itinérante par rapport aux systèmes de jachères forestières longues) tout en étant des systèmes en rupture complète avec les fondements des agricultures du passé. (les cultures sous serres ou les élevages hors-sol).

En outre, se développent les agricultures à caractère soit extensif, soit intensif mais dites de spécialisation ou de mono production. (ex : - plantations tropicales en monoculture, grandes exploitations céréalières des plaines d'Europe ou d'Amérique...)

Des systèmes mixtes coexistent aussi (exploitations de polyculture-élevage) souvent localisés en zones marginales (Montagne, etc.).

Deux remarques sur ces agricultures :

Une forte pression démographique est souvent prédatrice des ressources, mais un faible niveau démographique peut aussi provoquer, soit un appauvrissement par enrichissement (pays du Nord), soit des comportements « prédateurs (les colons sur fronts pionniers). Globalement, « l'histoire montre que les sociétés à croissance démographique modérée engendrent des évolutions techniques qui assurent le plus souvent la protection du patrimoine écologique » (B. Husson, 1993).

Nous pouvons produire aujourd'hui du hors-sol intensif en maîtrisant quasi totalement les incidences environnementales au Nord. Mais est-ce vrai des agricultures familiales irriguées d'Asie par exemple ? A l'autre extrême (agricultures itinérantes ou ex-fermes d'État), le bilan est souvent plutôt défavorable.

Clairement, il existe deux types de pollution : celles dues à l'intensification (nitrates, résidus de pesticides,...) et d'autre part, celles résultant de l'extensification (dégradation des parcours, feux, etc.). Les premières sont parfois plus facilement pris en charge que les secondes. Mais la pire des pollutions n'est-elle induite par les inégalités sociales, inégalités renforcées par les structures agraires « modernes » ?

Dès lors la question se pose en ces termes : comment inventer des agro-écosystèmes, non plus traditionnels mais « innovants », capables de nourrir le Monde en évitant les déséquilibres croissants, et qui correspondent à des agricultures durables ?

C. Des résistances actives aux quatre coins de la planète

Réhabiliter ou préserver les agro-écosystèmes traditionnels ? Cette option est dans l'impasse pour deux raisons. D'une part, l'environnement macro-économique et social a radicalement changé par rapport à celui qui a légitimé leur rationalité antérieure. D'autre part, les résistances des groupes qui les portent sont plutôt passives, peu dynamiques.

Avec les contraintes actuelles (mondialisation des échanges, exclusions sociales, exodes ruraux), des agricultures alternatives se développent néanmoins et sur d'autres bases sociales.

Nourrir le monde va au delà de simples solutions technologiques ou économiques mais passe aussi par la reconstruction de liens sociaux. Ceci compte tenu de l'évolution des rapports de l'homme à la terre : en quelques dizaines d'années, nous avons pris la mesure d'un monde limité. Nous sommes passés d'une cosmovision paysanne à une conscience globale.

L'observation est riche d'enseignement. Au Nord ou au Sud, à l'Est ou à l'Ouest, des initiatives émergent qui sont autant de réponses pour nourrir la planète face aux carences des agrosystèmes et des situations économiques. Émergent simultanément des actions concrètes:

- des systèmes productifs plus durables, plus écologiques (A.E.S.)
- des systèmes de mise en marché plus équitables, plus transparents, plus solidaires.

Ils inventent de façon dynamique de nouveaux contrats avec le reste de la société. Ces contrats formels ou informels portent en germe les bases éthiques pour des agricultures durables et pour les sécurités alimentaires locales.

II. LES INITIATIVES

1. LE DROIT À SE NOURRIR...

PAR LA RECONSTITUTION DU LIEN

Les initiatives décrites ci-dessous manifestent souvent la réémergence de nouveaux liens sociaux, pas nécessairement directs. Parmi ces initiatives, trois approches distinctes:

- L'approche « commerciale »: c'est la dynamique des **Alliances producteurs-consommateurs** des plus « micro » aux plus « macro »; parfois liées à des problèmes de sécurité alimentaire locale (au Sud bien sûr, mais aussi, parfois au Nord). Les rapprochements sociaux et le souci de transparence qu'elles impliquent ont pour conséquence une élévation des qualités dans les processus de production et dans le produit final.

La stratégie des jardins familiaux en est un exemple. En France, les adhérents aux associations de jardiniers se sont multipliés, de nombreuses municipalités de zones périphériques facilitent l'implantation de jardins dits « ouvriers », par référence au passé. Dans les villes polonaises, les jardins potagers « sauvages » ont presque quadruplé depuis 1980. A Lomé (Togo), l'agriculture urbaine représente plus d'une centaine d'hectares extrêmement parcellisés insérés dans le paysage urbain. A Mexico, le ministère de l'éducation distribuait en 1986 des kits de jardinage (tout en plastique + panel de semences) pour la production vivrière sur les toit-terrasses.

Selon les pays ou les conditions, s'inventent de toutes parts des mécanismes de développement d'une production souvent d'autosuffisance, de survie parfois, d'entraide toujours, aboutissant même sur les marchés. (Ainsi en France, la production des jardins en fruits et légumes représente plus de 20% des consommations). Ces productions sont généralement peu prédatrices pour l'environnement. Ce que l'on produit « chez soi » est plus « propre ».

Les systèmes de vente transparents/solidaires

En France, l'initiative des «jardins de Cocagne» où, des consommateurs contractualisent des engagements d'achats sur l'année à des entreprises d'insertion (sur des terrains souvent mis à disposition par des collectivités locales), illustre bien cette tendance. La vente des produits s'effectue par souscription, ventes par paniers de saisons, etc. Mais ces alliances se retrouvent sous d'autres formes en d'autres lieux de la planète: lorsque des coopératives de petits producteurs à Barquisimeto (Venezuela) gèrent, avec des associations de riverains de zones suburbaines défavorisées, des foires locales de consommation. S'y retrouve le même souci de transparence, de solidarité, de qualité.

Ailleurs, au Japon, dans le mouvement Co-op, il existe plus de 5 millions de consommateurs qui fidélisent leurs achats aux producteurs et participent à la distribution des produits, parfois à certaines opérations de production. En France (vin) ou en Uruguay (pomme de terre), quand on assiste à des ventes par consignation où le producteur reste maître de son produit (et de son prix) jusqu'au bout de la filière, il y a aussi fabrication d'un système de transparence qui rebâtit une qualité productive et des circuits économiques mieux maîtrisées.

Circuits courts bien sûr, mais circuits longs aussi, on le voit bien; ce pour des volumes de mise en marché qui finissent par représenter des fractions non négligeables du marché global (ex. du Venezuela ou du Japon). Enfin, toutes ces pratiques participent au renforcement des agricultures paysannes.

Les filières équitables transnationales

Des circuits longs répondent également à ce même souci de transparence. Les cafés labellisés «Max Havelaar», réinstallent ainsi à l'intérieur des filières Nord-Sud traditionnelles, un lien solidaire entre des agricultures familiales (coopératives paysannes) et les consommateurs au Nord. Seul un médiateur apparaît au sein de la filière pour manager cette transparence et cette qualité.

Ces labels dits «équitables» co-existent souvent avec des labels de qualité «bio»; café, thé, cacao, coton, etc. En quelque sorte tous les produits côtés à la bourse de Chicago, avec l'objectif d'échapper partiellement aux fluctuations (et aux tassements) des prix. A citer également les filières de bois «durable», qui se développent de façon significative.

Les complémentarités agriculteurs - usagers

C'est le syndrome du «barbelé». D'un côté, des agriculteurs-éleveurs ne peuvent plus faire face à leur terroir (la friche gagne, car la pression de l'usage est insuffisante). De l'autre côté du barbelé, on trouve

le touriste, le chasseur, une population urbaine de plus en plus en soif de «vert». Comment franchir ce barbelé dans une rencontre mutuelle d'intérêts? En France et en Europe, des sociétés de chasse contractualisent avec des groupements d'agriculteurs pour un entretien bien compris des landes ... et du gibier. Des associations de randonneurs participent à la remise en état de chemins d'accès pour les troupeaux, ou les matériels de culture. Toutes ces initiatives imposent la mise en place de mécanismes juridiques et techniques inventifs, mais c'est avant tout le lien et les intérêts communs autour de l'usage qui motivent ces innovations. Innovations qui vont bien au delà de ce que l'on appelle le tourisme à la ferme, les ventes directes..., qui ont fleuri dès les années 1970. Voir aussi les initiatives pédagogiques en milieu rural à l'égard des jeunes de banlieue et des scolaires.

Au Sud, où les sociétés sont tout aussi urbanisées qu'au Nord (parfois plus), des formes de partage dans l'usage du terroir s'inventent également: les expériences d'écotourisme rural, même si elles concernent parfois un public d'élites, préfigurent des nouveaux modes de gestion raisonnée d'espaces.

Ces dynamiques rebâtissent des pluri-activités «modernes» qui étaient le propre de nombreuses agricultures paysannes d'autrefois.

Les contrats agriculteurs - collectivités locales

Les liens naissants entre sociétés rurales et sociétés urbaines pour la gestion des terroirs se manifestent ou se démultiplient souvent grâce à des médiations intermédiaires. Lorsqu'un département français (ex. de l'Hérault) acquiert du foncier rural ou péri-urbain pour à la fois permettre (avec le milieu associatif (CIEPAD)), la renaissance de l'élevage en garrigues ou une agriculture de «loisirs», tout en donnant l'accès à des terroirs pour le loisir urbain (sentiers, VTT, etc.), il y a médiation active. Ailleurs, et sur un registre connu en pays du Nord (parcs naturels régionaux), lorsqu'un État (ex: Madagascar, Ile Maurice...) promeut des PNAE (plans national d'action pour l'environnement) dans une optique à la fois conservatoire (biodiversité) et d'appui productif, il y a également médiation utile. Voir aussi les contractualisations avec les collectivités locales pour la plantation de haies, pour l'entretien des berges de rivières, etc..

Il faut reconnaître, qu'en Europe, lorsque l'on met en place des mesures d'accompagnement agri-environnementales à la nouvelle P.A.C., on n'atteint partiellement que des objectifs techniques. Les principes de la prime d'extensification par la «prime à l'herbe» ou l'article 19-21 ne peuvent être des solutions constructives à long terme. Seulement des solutions «tampons», d'attente... L'État devrait sans

doute accompagner la reconstructions de ces liens avec plus d'ambition?

Les systèmes de production intégrés autonomes

Associer les élevages à la pisciculture d'étang, optimiser le recyclage des matières organiques à l'intérieur des systèmes productifs, associer intimement l'agriculture à l'habitat et à l'élevage, voici ce que font de façon « moderne » des groupes paysans à travers le Monde. Cette tradition de l'intégration, beaucoup plus forte en Asie, a donné lieu à de nombreuses expériences d'échelle conséquente (Chine, Philippines,...). Cependant, lorsqu'au Mexique des ONG appuient des initiatives de complexes autosuffisants d'exploitation familiale (COAE), ou en France des modules optimisés d'installation agricole (MOIA), il y a une approche identique. Les exemples abondent pour illustrer des comportements productifs et sociaux de cette nature.

Bien entendu les expériences à grande échelle d'Asie sont les plus significatives en terme technique et quantitatif. Malgré tout, ces expériences ont souvent, par une démarche trop exclusivement technique, débouché sur des non-sens socio-économiques. Voir le plan alcool brésilien, qui n'a abouti qu'à une réussite d'intégration industrielle (énergétique) au détriment des structures et des ressources agraires. Voir aussi des démarches du type de celles de l'industriel allemand Polhman, dont le projet de poulailler industriel écologiquement intégré dans la Marne, a été débouté pour des raisons socio-économiques (en produisant 1/7 de la production nationale, quid des agricultures familiales de ce secteur.)

Par contre, lorsque des agriculteurs normands s'associent pour « digérer » à des fins énergétiques propres une partie de leurs emblavements (colza), c'est une tout autre dynamique sociale et économique que celle, très discutée, de la jachère énergétique de l'Union Européenne.

Les systèmes durables de production d'aliments d'origine non agricole

Jacinthe d'eau, Lemna, Chlorella, Azolla,... voici quelques-unes des algues macrophytes ou microphytes connues dans leurs usages alimentaires par les sociétés rurales traditionnelles. Dès les années 1970 de gros efforts techniques ont été fournis pour mieux domestiquer, intensifier, valoriser ces matières premières végétales. Si pour des raisons sociales, culturelles (habitudes alimentaires) ou économiques (coûts externes), elles n'ont pas connu de réel développement en milieu paysan, ces techniques de production restent une formidable roue de secours pour l'intensification « alimentaire » des ressources

halieutiques, à une époque où les réserves de pêche s'amenuisent. Quelques initiatives à base sociale solide existent dans cet esprit là.

2. DE L'ALTERNATIVE AU DURABLE : À LA RECHERCHE DE SENS

Ces grandes familles d'initiatives sont-elles de simples alternatives marginales et intégrantes du système dominant ou sont-elles des réponses durables et «reproductibles» pour un impact plus large? Pour tenter de répondre, il faut se poser un certain nombre de questions transversales, postulats de départ qui irriguent l'ensemble des cas traités. Il s'agit de faire la différence entre ce qui est «alternatif» du «réellement durable», ce qui à un sens à long terme et de ce qui n'en a que ponctuellement(?). L'ensemble de ces familles répondent néanmoins, avec des intensités variables, aux mêmes critères.

L'entretien du terroir (agro-écosystème) est l'affaire de tous.

La marchandise agricole n'est pas une marchandise comme les autres.

La qualité finale du produit agricole peut être autre chose que le résultat d'une démarche (protectionniste) de labellisation.

L'orientation d'une ferme n'a pas à être dictée uniquement par le marché.

Les marchés agricoles peuvent être gérés autrement qu'avec des critères uniques de libre échanges et/ou de protectionnisme.

Le travail en agriculture a une valeur autre que celle de la simple production de marchandises.

3. QUELLES BASES TECHNIQUES POUR RENFORCER LES AGRICULTURES DURABLES?

Les initiatives d'agriculture durable fleurissent sur le terrain. De manière insoupçonnée parfois, avec des approches éminemment pragmatiques bien sûr, où les choix techniques sont souvent la conséquence de choix socio-économiques. Mais très tôt, les gens qui portent ces initiatives sont confrontés à des goulots d'étranglement technique. Les efforts intenses de recherche-développement depuis 20 ans sur des techniques agricoles respectueuses de l'environnement sont-ils une «boîte à outils» prête à l'emploi?

Les efforts de recherche actuels mettent en valeur trois grandes composantes; celles-ci relèvent d'un nouveau courant, celui de l'agro-écologie (science écologique appliquée à l'agriculture). On peut décliner ces composantes et leur conséquences pratiques comme suit.

Entretien de la fertilité des sols

- Fertilisation organique: compostage, mulching,...
- Fertilisation minérale: amendements divers, fertilisation foliaire (poudres de roches, extraits végétaux,...), homéopathie végétale...
- Alimentation en eau: aménagements drainants, irrigation localisée, paillage...

Régulation des biocénoses

- Contrôle des ravageurs et maladies de cultures: lutte biologique, lutte biotechnique, homéopathie végétale,
- Contrôle des adventices: lutte culturale, lutte thermique, lutte microbiologique...
- Contrôle parasitaire: prévention, homéopathie vétérinaire,...

Diversification des agrosystèmes

- Associations et rotations de cultures: cultures sous couvert, cultures associées prairies diversifiées, engrais verts, etc.
- Agro-foresterie (ou agro-arbrerie): cultures en allées, arboriculture associée, cultures multi-étage.
- Valorisation agro-sylvo-pastorale: pâturage sous forêts, pâturage mixte.

Si les deux dernières composantes correspondent plus à des fondements écologiques, la première fait plus appel aux processus biologiques; chacune des 3 renvoie à des pratiques agricoles plus raisonnées et intégrées.

Cette approche agro-écologique a inspiré depuis les années 1970 divers courants techniques de l'agriculture alternative. Agricultures dites intégrées, biologique, organique, conservatrice, régénératrice, etc. répondant mieux aux deux premières composantes; agroforesterie, permaculture, agriculture pérenne,... plus proche de la troisième. Des gros efforts de recherche-développement...

Mais, ces agricultures se développent fort peu au regard des énergies qu'elles mobilisent; et ce malgré des efforts de vulgarisation ou de recherche parfois intenses. Un lourd effort de recherche-développement a été mené depuis 10 ou 15 ans sur des techniques et des méthodes de cultures plus respectueuses de l'environnement, et a priori, des pratiques paysannes.

A citer:

- Les programmes IPM (Integrated Pest Management) Les organisations nationales ont avec l'appui (et sous l'impulsion) d'organisations internationales (FAO, PNUD, PNUE, FIDA,...) développé de

nombreux programmes de promotion de l'emploi rationnel des pesticides doublée de mises en garde sur les risques écologiques et sanitaires consécutifs à leur usage. En Indonésie, les subventions aux pesticides qui atteignaient 83 % ont été récemment annulées au profit d'un ambitieux programme IPM. Quant aux solutions phytosanitaires écologiques (lutte biologique, lutte culturale, insecticides végétaux, etc.) elles sont encore peu outillées et mal diffusées. A l'exception sans doute des opérations d'envergure territoriale et relayées par des organismes de Recherche-développement internationaux : à citer ainsi les élevages et lâchers inondatifs d'organismes auxiliaires qui ont, indépendamment des populations, donné de bons résultats (exemples : cochenille du manioc ou criquet pèlerin en Afrique).

- Les actions CES (Conservation des Eaux et des Sols). Face à une désertification galopante, les actions dites de CES ont été multipliées : confection de diguettes, traitement mécanique des oueds, zonage des parcours, plantations d'arbustes fixateurs... Les exemples abondent au Maghreb et au Sahel.

- L'agroforesterie au secours des terroirs. Par définition l'agroforesterie, c'est l'association en production agricole de la strate herbacée aux strates arbustives et arborées. Science récente pour pratiques anciennes bien entendu. Mais depuis 10 à 15 ans (l'ICRAF, International Council for Research in Agroforestry, situé à Nairobi, date de début 80) les recherches se multiplient pour améliorer et vulgariser des systèmes agroforestiers. Ces systèmes favorisent l'amélioration de la fertilité et la conservation des sols tropicaux. L'ICRAF représente au niveau international la cellule d'appui à une multitude d'organismes nationaux qui expérimentent et tâchent de diffuser ces principes : en culture de rente (café, cacao, thé...), en cultures annuelles (céréales en bandes alternées) et en cultures vivrières. Des principes techniques, on a vite glissé vers un corps de méthodologie par « leur appropriation ». Est née ainsi la « D and D (pour Diagnosis and Design) guidelines ». Méthode de recherche-développement appliquée au cas particulier de l'agroforesterie. IPM, CES, AF.. La liste des sigles synonymes d'actions de développement agro-écologiques peut ainsi être rallongée. Les PIV (Périmètres Irrigués Villageois) destinés à augmenter les productions vivrières (440 000 ha au Sahel), ou encore les plans de développement d'aquaculture terrestre pour diversifier les ressources alimentaires en valorisant des potentialités inexploitées. Pour quels résultats ?

D'une manière générale, ces actions ont fourni un capital extraordinaire de références techniques et méthodologiques. Par contre, il faut constater le décalage entre ces investissements d'envergure et les pratiques réellement « digérées » sur le terrain. Mauvaise prise en

compte des logiques paysannes, carences sur l'organisation paysanne, fragilités des filières de commercialisation. Enfin, même s'il faut reconnaître nombre de réussites techniques couplées à des réussites sociales, il ne faut pas sous-estimer les limites techniques de certaines solutions miracles. Voici quelques exemples concrets qui expliquent une relative incapacité des techniques agro-écologiques à « nourrir le monde » :

- **Obstacles techniques.** Réaliser, par exemple, des composts végétaux en milieu tropical est reconnu beaucoup plus délicat qu'en milieu tempéré, voire impossible...

- **Obstacles économiques.** Les pratiques agro-écologiques font souvent le pari d'être moins coûteuses, mais peuvent paradoxalement se révéler globalement plus onéreuses (main d'œuvre, matériel...). A signaler également les problèmes de mise en marché et au delà, de reconnaissance de la qualité induite par ces pratiques.

- **Obstacles culturels.** Les traditions agricoles, les réalités foncières freinent souvent la diffusion d'innovations techniques. Comment militer pour l'agroforesterie chez des colons défricheurs? L'alternative, cette fois ci plus durable, réside dans les pratiques de résistance actives décrites ci-dessus. Résistances intuitivement basées sur la reconstruction « moderne » de lien social tenant compte des tendances lourdes sur le plan macro-économique (mondialisation). Tous ces investissements, toute cette matière grise, que les sociétés rurales ne se sont pas appropriées depuis 20 ans sont a priori une base arrière technique à développer et à approprier aux dynamiques sociales du « nourrir le monde ».

4. RENFORCER LE SENS, CONTRIBUER AU LIEN ; L'ARTICULATION MICRO-MACRO

Propositions des États et des experts. Parmi la multiplicité des experts et des politiques qui traitent du développement des agricultures durables, voici synthétisées les propositions les plus fréquentes :

Dans le domaine de la recherche et du développement

- L'encouragement aux formes d'agriculture écologique (aides à la conversion, par exemple), à la lutte intégrée, à l'agroforesterie au Sud (fournitures de plants)

- L'intensification des efforts de recherche-développement sur ces pratiques agricoles. En particulier, la connaissance et la prise en compte des stratégies paysannes et des dynamiques sociales sont indispensables.

- La recherche de formes d'intégration des coûts environnementaux dans le calcul économique en agriculture. Préalable indispensable à des politiques incitatives (prix, taxes,...) intégrant les coûts sociaux et écologiques des pratiques productives

Dans le domaine des incitations et contraintes techniques

- La taxation des engrais chimiques et... de l'énergie pour certains.
- Une sévérité accrue dans l'autorisation de mise en marché des produits chimiques. Quelques-uns vont plus loin en proposant d'interdire également certaines pratiques (drainage abusif, utilisation de nappes fossiles).
- La suppression des subventions aux formes d'agriculture particulièrement néfastes pour l'environnement comme l'élevage hors-sol.
- Dans les pays du Nord, la rémunération aux agriculteurs, sous forme de prestations de services, de leurs actions de préservation des milieux naturels ou de conservation du patrimoine génétique, ou de tout autre fonction reconnu d'intérêt général.

Sur la question des marchés agricoles

- Dans les pays du Nord, un meilleur prix aux produits agricoles en échange d'une assurance de qualité ou d'une garantie d'adoption de pratiques de l'agriculture durable. Des prix différenciés se rapprochant des coûts de production régionaux.
- Dans les pays du Sud, de meilleurs prix aux produits agricoles par une réduction de la concurrence des produits du Nord sur les marchés internationaux : aller vers une élévation simultanée des prix des deux côtés. Aller vers une économie des subventions à l'export au Nord, en faveur de la structuration de filières locales, et qui doit être possible en anticipant plus sur l'offre et la demande locale (découpler les aides alimentaires des marchés agricoles, tendre vers des aides non-conditionnées, les aides alimentaires triangulaires, etc.). Une réorganisation des marchés internes de ces pays doit être encouragée en favorisant des espaces régionaux protégés (Sahel,...).

Plus globalement, la plupart invoquent le perfectionnement du système ex-GATT, avec la mise en œuvre de la nouvelle organisation mondiale du commerce (OMC), dotée d'un fonctionnement plus démocratique et plus transparent. Les clauses écologiques et sociales du commerce doivent être peu à peu intégrées aux règles générales tel que l'on ébauche dans les systèmes d'intégration régionale (U.E., ALENA,...).

Dans les choix structurels

- Dans les pays du Sud, accorder des garanties foncières adaptées aux contextes socio-économiques des différentes catégories de producteurs et notamment les femmes. Améliorer les codes forestiers encourageant la propriété et la gestion communautaire des arbres, élaborer des codes pastoraux favorisant les synergies entre agriculture et élevage.

- Dans les pays du Sud, un meilleur accès aux intrants et au crédit pour les petits producteurs, ainsi que le renforcement de leurs organisations et la consolidation des filières de commercialisation équitables.

De façon générale, les déterminants économiques se taillent la part belle dans la recherche des processus de changement des modèles productifs. Beaucoup de ces propositions se retrouvent à l'intérieur de l'Agenda 21 conclu à Rio en 1992. Cependant, leur mise en application et le respect des calendriers sont très variables selon les États. Par ailleurs les points faibles de ce texte, ceux qui font débat en tout cas, sont en premier lieu ceux qui affirment que l'ouverture accrue des échanges et qu'en définitive la libéralisation des marchés est un moyen d'encourager une agriculture durable et les sécurités alimentaires. L'importance accordée aux biotechnologies y est aussi réputée disproportionnée, voire dangereuse. Mais quelle portée pour ces propositions?

En effet, l'action préconisée au niveau du cadre macro-économique présente cependant quelques difficultés:

- Les économies agricoles étant fortement internationalisées, une action sur les prix ne peut résulter que d'un accord entre de nombreux pays, ou de la modification des conditions d'échange des produits.

- L'action sur le cadre macro-économique n'évacue pas les problèmes techniques. Si on incite les agriculteurs à abandonner une pratique néfaste pour l'environnement, il faut encore que des alternatives crédibles existent. Dans le cas contraire, on ne fera qu'accentuer sur eux une pression économique, au risque de provoquer des ruptures ou des détournements.

- En agriculture, les relations de cause à effet entre le contexte macro-économique et les pratiques techniques réservent encore de nombreuses surprises. Les rationalisés à l'œuvre sont complexes, et s'il est facile de dire a posteriori que les comportements observés sont logiques, il n'est pas aussi évident de prédire les résultats d'une mesure de politique économique.

- La diversité des contextes et des situations s'accommode parfois mal de mesures globales, comme celles qui peuvent être prises à l'échelle de la CE. Le degré de finesse des politiques est limité. Une décentralisation des pouvoirs de décision est parfois réclamée (par exemple, par

le Conseil de l'Europe, ou par les ONG françaises), mais comment concilier cela avec la nécessaire concertation internationale réclamée par la dimension de certains problèmes d'environnement.

Cette somme de propositions est néanmoins un catalogue actualisé d'outils possibles pour encourager, pondérer les « résistances » actives...

Mais l'essentiel est aussi ailleurs : « La crise agricole est très largement une crise des valeurs et du sens » (Groupe de Seillac). « Il est temps de définir un nouveau pacte entre les agriculteurs et la société. Celle-ci attend des réponses des agriculteurs, sur le territoire, sur la qualité et sur l'éthique » (B. Hervieu). « L'incompréhension entre le monde rural et le monde urbain est sans doute le drame le plus fort, sur lequel il faut construire une nouvelle vision de l'agriculture » (H. Nouyrit).

Valeurs, éthique, sens... ces termes finalisent souvent le catalogue de certitudes des « experts » et des dispositions politiques.

Encourager les revendications micro

Du côté des sociétés civiles qui inventent au jour le jour des pratiques productives économiques autres, se créent, au delà des pratiques, du sens et de l'éthique sociale. Autant les « politiques agricoles s'appuient sur des objectifs concrets (nourrir puis produire) et sur des moyens (politique des marchés) faciles à mettre en œuvre au moins au début... » (P. Chalmin), autant cette quête de sens collectif relève d'une toute autre démarche. Elle relève de la pratique sociale, de son partage, de ses impacts concrets. L'identification intuitive et le choix de nos 7 familles ont été guidés par ce fil directeur.

A - QUE REVENDIQUE L'ACTION ?

Lorsque l'on analyse les revendications de ces familles de résistance on constate qu'une revendication majeure est d'être reconnu, identifié ! Ce qui signifie revendications avant tout sur des questions juridiques : garantie du foncier, statut de la pluri-activité, normes de transformation fermière, normes de commercialisation ou de distribution... identification, reconnaissance de la qualité des produits.

– *Accès au crédit, garantie du foncier*

En amont de la production agricole, le manque de capacité à l'investissement est souvent signalé, si minime soit-il. Il est souhaité l'accès à des crédits impliquant des engagements particuliers (type banque « des pauvres »). La garantie (plus que l'accès) au foncier est aussi plébiscitée.

– *Aménagements des normes d'exploitation agricole*

Bon nombre des types d'agricultures citées misent sur les circuits courts. De fait on y constate leurs tendances (et leurs difficultés !) à se « faufiler » à travers des normes de transformation, de stockage, de

vente trop contraignantes, voire incompatibles. Ces normes doivent être allégés, adaptées.

Le problème des normes se retrouve dans celui des statuts d'exploitant agricole. Ils sont souvent pénalisants pour de nouvelles pratiques d'agricultures durables. Le cas de la pluri-activité est symptomatique.

– *besoin d'un appui technique spécifique*

Ces agricultures sont de fait «exclues» des systèmes conventionnels de recherche-développement. Elles nécessitent l'analyse, la mise au point sur la base des références locales de «modèles» technico-économiques adaptés et bien entendu un système spécifique d'encadrement et de formation active.

– *légitimer la qualité des productions et organiser les filières*

Ces familles d'expériences concernent souvent des produits agricoles de qualité, non identifiés, peu reconnus. Même si l'on note, ici ou là, des dialogues avec les acteurs de filières de mise en marché, avec les consommateurs, ces dialogues sont souvent peu formalisés par des chartes, des cahiers des charges de production ou des contrats d'engagement spécifiques.

Là aussi, on souhaite un effort de recherche sur les appréciations de la qualité mais aussi, bien entendu, un cadre plus favorable à la contractualisation plus solidaire entre les acteurs des filières.

– *systémiser les expériences pratiques,... et les références utiles*

Le survol des expériences d'agricultures durables ne montre que succinctement leur grande diversité et leur constance. Il est clair que c'est par une approche plus approfondie de ces pratiques et une capitalisation des références accumulées, que l'on consolidera ces expériences et qu'elles se transformeront en une force de propositions crédibles.

b. Renforcer la veille active des acteurs sociaux pour l'application des mesures favorables

Sur le plan international, et parallèlement à une restructuration du commerce mondial, il est indispensable de créer les forces pour:

-Veiller à la stricte application des «bonnes» dispositions du GATT actuel: disposition anti-dumping (article VI), droit de contrôle des importations des produits de base avec une régulation de l'offre (article XI)...

-Régler les questions d'éthique autour du génie génétique, et les mécanismes de leur contrôle.

-Veiller dans chaque pays à la stricte application du bannissement des pesticides interdits dans les pays d'origine (directive FAO 1985).

c. Encourager les échanges entre groupements de producteurs, ainsi que l'élaboration de plates-formes politiques communes

Les expériences d'agriculture durables méritent reconnaissance, nous l'avons dit. Cela impose de contribuer à les renforcer en leur permettant une expression de leurs problèmes, de leurs besoins, de façon à mieux définir leurs stratégies, et mieux les accompagner. L'innovation est le produit de la nécessité et du désir, mais aussi de rencontres avec des acteurs engagés dans des dynamiques similaires. Les besoins d'échanges sont techniques. C'est par le substrat technique que la communication entre producteurs s'amorce. Mais fondamentalement, ces échanges glissent aussi vers l'essentiel, c'est-à-dire sur les démarches, sur le « comment a-t-on fait pour... » Échanger des compétences doit signifier « se renforcer mutuellement ». Actuellement, l'effort de remise à plat des méthodes de travail et du rôle médiateur de nombreux organismes d'appui (public, privé,...) paraît bien engagé mais sûrement insuffisant.

Cette nouvelle approche de l'acquisition de références et de l'échange de compétences est indispensable, et peut déboucher sur la prise de conscience pour les acteurs d'une réelle légitimité, sur l'appropriation d'une « parole » publique à portée macro-économique.

d. Contribuer aux changements des consciences

A court terme bien entendu, mais aussi à long terme. Les déséquilibres actuels sont induits par des choix techniques et socio-économiques qui ont peu à peu divergé de leurs objectifs et des besoins évolutifs. Vision analytique, pensée scientiste, fracture urbain-rural... corporatisme monopolistique. Ces choix ont provoqué de nouveaux comportements, des modes de réflexion et d'action inadaptées à des rééquilibres. Lorsque l'on évoque de nouvelles pédagogies actives pour les enfants ou pour les adultes, lorsque est promu chez les jeunes urbains l'éveil à « l'environnement », lorsque encore, il est envisagé le retour à des alternances pratique-théorie dans les formations ou des méthodes de vulgarisation plus « horizontales », moins « descendantes », lorsqu'en clair, nous préparons à une autre vision du Monde, l'on procède bien à des correctifs à moyen et long terme, pour restituer aux (futurs) citoyens la maîtrise de leur avenir et du changement.

BIBLIOGRAPHIE

- GEYSER-FPH, *Nourrir le Monde; agricultures durables et sécurités alimentaires*. Document de travail FPH, N° 38 , 1993, 105 p.
- AFIP-FPH, *La tectonique des PAC*. Document de travail
- FPH, N°50, 1994, 60 p. CLOSI, *Vers une convention sur la désertification; premiers éléments de réflexion des ONG françaises*. Mai 93, 25 p.
- OCDE, *L'intégration des politiques de l'agriculture et de l'environnement. Progrès récents et nouvelles orientations*. OCDE, 1993, 114p.
- GREENPEACE International, *Des campagnes vertes ou un futur sombre. La politique agricole de la C.E. à la croisée des chemins*. 1992, 111p.
- BERGERET, A. et al., *Nourrir en harmonie avec l'environnement: trois études de cas*. Ed. Mouton - La Haye, 1977, 298p.
- HERVIEU, Bertrand, *Les champs du futur*. François Bourin, 1993, 172p.
- STUCKI, E., Conseil de l'Europe, *Le développement équilibré du monde rural en Europe occidentale*. Conseil de l'Europe. « Sauvegarde de la nature », n° 548, Fr, 1992, 65p.
- LORENZEN H., *Agriculture et écologie: un mariage fertile*. Les Verts, 1993, 80p. PNUE-WWF-UICN, *Sauver la planète: stratégie pour l'avenir de la vie*. PNUE-WWF-UICN CH., 1991, 250P. FPH « L'état de l'environnement dans le monde », Ed. La Découverte, 1993, 425p.
- SACED-FPH, *Pratiques paysannes et environnement*, doc mimeo.
- FPH, tome 1 et 2, Avril 1993 Source; *Nourrir l'humanité: espoirs et inquiétudes*, J. Klatzmann, Ed. INRA-Economica, 1991, 128p.

AGRICULTURE “BIO”, QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LES AGRICULTURES DE DEMAIN ?

Voilà une trentaine d’années que l’agriculture biologique fait partie du paysage. Toujours marginale, il faut le reconnaître. Mais un sacré réservoir de savoir-faire accumulé, confronté et testé pour forger les agricultures durables de demain.

D’abord sur le plan technique : les agricultures biologiques (d’Europe, des USA,...) se sont dotées de structures de recherches autonomes. Ne doit-on pas reconnaître que plusieurs techniques de lutte biologique, de désherbage thermique, de lutte anti-érosive, ..., ont été mises en pratique grâce à celles-ci ; reprises souvent par les structures de recherche conventionnelles. Les comportements “pionniers” en la matière abondent.

Ensuite sur le plan socio-économique : individuellement ou collectivement les agriculteurs biologiques ont débroussaillés des formes modernes d’associations productives, de foncier collectif, de filières commerciales solidaires et transparentes. Ne doit-on pas reconnaître que les formes d’alliances producteurs-consommateurs, en circuits courts ou circuits longs, ont souvent été le fait de la “marginalité” des agriculteurs biologiques.

Enfin, au niveau international, les agricultures biologiques ont réussi à se fédérer au sein de l’IFOAM (Fédération Internationale des Mouvements d’Agriculture Organiques) en produisant, par des négociations internes des outils puissants en ce qui concernent les règles de production, les règles de commercialisation, les protections sociales. Il y eu bien des dérives, des non-sens, mais il en reste des pratiques très constructives.

Dira-t-on plus tard que les agricultures biologiques auront été un formidable laboratoire (parmi d’autres...) pour l’avenir ? Il est probable que oui même si les pionniers n’auront que peu été gratifiés de leurs efforts.